



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOURAINE SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI

4 rue Jules Verne
ZI Saint Côme
37520 La Riche

Références : 2026 / 31
Code AIOT : 0010000776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement TOURAINE SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI implanté 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme 37520 La Riche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOURAINE SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI
- 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme 37520 La Riche
- Code AIOT : 0010000776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TSMPI est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) n° 17702 du 13 juillet 2005 à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surfaces situé en zone industrielle Saint Cosme à La Riche.

Les installations classées soumises à autorisation au sein de l'établissement sont :

- Rubrique n°2940.2.a - Application de peinture liquide par pulvérisation - Volume d'activité autorisé de 140 kg/j. Rubrique 2940 dorénavant sous le régime de l'enregistrement ;
- Rubrique n° 2567 - Revêtement métallique par pulvérisation - Volume d'activité autorisé non précisé.

Les évolutions de la situation administrative, évolution de régime de classement pour les rubriques 2940 et 2567 et l'ajout d'une chaîne de dégraissage (rubrique 2564) et de traitement de surfaces (rubrique 2565) soumises à déclaration ont été portés à la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire par courriers reçus en préfecture le 24/09/2018, le 07/03/2019 et le 20/05/2020 et courriel en date du 29/06/2020 en réponse au courriel de demande de compléments du 29/05/2020 de l'administration.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis en avril 2024 l'audit du classement ICPE de l'établissement réalisé par le bureau d'études THERIUS.

Ces éléments sont en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'audit de classement ICPE des installations de l'établissement, réalisé en 2024 par le bureau d'études THERIUS, conclut que désormais les installations classées pour la protection de l'environnement ne relèvent que du régime de la déclaration.

Au vu des éléments transmis par cet audit et des éléments transmis en réponse au rapport de la visite d'inspection réalisée en 2024, il est établi que les installations classées pour la protection de l'environnement de cet établissement ne relèvent que du régime de la déclaration.

Toutefois, des éléments complémentaires sont attendus pour déterminer le classement au regard de la rubrique 1978 : non classé ou relevant du régime de la déclaration pour les items 5 et 8 de cette rubrique (voir point de contrôle n°4 du présent rapport).

Au vu de cette évolution, l'exploitant a évoqué la possibilité que ses installations soient gérées via les règles de procédure de la déclaration : pour ce faire, il devra en faire la demande auprès de la préfecture.

Dans ce cas, un arrêté préfectoral complémentaire sera pris afin notamment :

- d'acter cette évolution avec pour effet de mettre fin à l'application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/07/2005,
- de fixer les prescriptions relatives à la remise en état du site à la suite d'une cessation d'activité,
- de mentionner que les arrêtés ministériels de prescriptions générales s'appliquent pour les installations relevant du régime de la déclaration.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	NC1 VI du 20/05/2020 – Modification	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	D1 VI du 20/05/2020 et D8 du 22/03/2019 – Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	D2 VI du 20/05/2020 – Installation d'extincteur	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Classement des activités	Code de l'environnement du 28/02/2023, article Annexe à l'article R. 511-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	D9 VI du 22/03/2019 - Bassin ou dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1 VI du 20/05/2020 – Modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance des modifications apportées aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024

Prescription contrôlée :

[...]Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

La société Thérius accompagne l'exploitant sur ce point.

L'audit de classement des activités ICPE, réalisé en janvier 2024, conclut que les différentes activités réalisées au sein de l'établissement sont soumises au régime de la déclaration ou sont non classées.

L'exploitant a indiqué que le document précisant les incidences des modifications réalisées au sein de l'établissement sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets est en cours de finalisation.

Des études ont notamment été menées sur les volets suivants (les rapports de ces études seront joints au document attendu) :

- risques accidentels : afin de déterminer notamment le degré coupe-feu du mur mitoyen avec la société PAPREC (voir point de contrôle n°2 du présent rapport) ;
- les nuisances sonores.

L'exploitant a indiqué que le document attendu sera transmis en janvier 2026.

Le constat de la visite du 28/02/2023 est maintenu. L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023 n'est pas respecté.

Compte tenu de l'engagement de l'exploitant, il n'est pas proposé de sanctions administratives sur ce point.

=> Le porter à connaissance, relatif à l'exploitation de l'unité de grenailage, de l'unité de dégraissage et de traitement de surface, ne mentionne pas les incidences de la modification sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : D1 VI du 20/05/2020 et D8 du 22/03/2019 – Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a émis les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant s'assure qu'un débit total simultané de 254 m³/h soit disponible au niveau des poteaux incendie situés à 400 m maximum de l'établissement ; - l'exploitant s'assure de la présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu (dorénavant PAPREC). Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée. <p>L'exploitant a présenté les éléments transmis par Tours Métropole le 12/06/2025 concernant les débits en simultané des poteaux incendie implantés à moins de 400 mètres de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poteau incendie n° 37 195-128 : débit de 100 m³/h ; - poteau incendie n° 37 195-129 : débit de 109 m³/h ; - poteau incendie n° 37 195-135 : débit de 55 m³/h ; - soit un débit total de 264 m³/h. Le constat est levé sur ce point. <p>L'exploitant a présenté le rapport « Évaluation du degré de stabilité au feu de murs existants » n°54341271/2 édité le 10/06/2025 par le bureau d'études DEKRA :</p> <p>ce rapport conclut notamment que le mur maçonné, mitoyen entre les ateliers de la société TSMPI et le bâtiment de la société PAPREC, est de type EI 120 (E : Étanchéité au feu ; I : Isolation au feu ; 120 : 120 minutes), sous réserve de l'absence de traversées non protégées.</p>

L'exploitant doit transmettre les éléments de réponse par rapport à cette réserve.
=> L'exploitant doit transmettre les éléments permettant de justifier de l'absence de traversées non protégées au niveau du mur mitoyen entre les ateliers de son établissement et le bâtiment exploité par PAPREC.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : D2 VI du 20/05/2020 – Installation d'extincteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
Constats : <p>Dans sa réponse du 19/05/2025, l'exploitant a transmis les éléments permettant de vérifier que l'extincteur situé à proximité de la zone de recharge des batteries de chariots élévateurs est dorénavant facilement accessible (vu également sur site lors de la visite). Constat levé sur ce point.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 12/01/2026 le document indiquant l'arrêt d'utilisation de l'installation temporaire de décapage (lettre indiquant à la société SAFETY-KLEEN que cette</p>

<p>installation n'est plus en service et qu'elle peut être récupérée).</p> <p>Afin de lever ce point (plan d'intervention du site à jour), l'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de l'évacuation de cette installation. Le constat est maintenu sur ce point.</p> <p>=> L'installation temporaire de décapage ne figure pas sur le plan d'intervention du site (les éléments justifiant de l'enlèvement de cette installation doivent être transmis).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Classement des activités

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/02/2023, article Annexe à l'article R. 511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Vérification du classement des activités</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rubrique 2940-2-b) :</u> Dans sa réponse du 19/05/2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants concernant le classement de ses installations au regard de la rubrique 2940-2-b) - application de peintures liquides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consommation maximale de 11 kg de peinture par cabine et par jour ; - présence de 4 cabines : soit une consommation totale de 44 kg par jour de peinture liquide. <p>Les seuils du régime de la déclaration pour la rubrique 2940-2-b) étant « Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j », cette installation relève du régime de la déclaration. Ce point est levé.</p> <p><u>Rubrique 1978 :</u> L'exploitant a indiqué en séance qu'il est concerné par les items 5 et 8 de cette rubrique :</p>

- item n°5 - *Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/ an* : l'exploitant a indiqué une consommation annuelle de 1,6 tonnes par an pour cette activité ;
- item n°8 - *Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/ an* : l'exploitant a indiqué une consommation annuelle de 4,8 tonnes par an pour cette activité.

Au vu de ces éléments, l'exploitant a indiqué que ses activités ne sont pas classées.

Néanmoins, les éléments permettant de justifier les quantités consommées annuellement, sur les trois dernières années, n'ont pas pu être présentés lors de la visite. Le constat relatif à ce point est reformulé.

=> L'exploitant doit justifier précisément les quantités de solvants consommées annuellement au regard des items 5 et 8 de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées (consommation annuelle sur les trois dernières années).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : D9 VI du 22/03/2019 - Bassin ou dispositif de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2024

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont confinés étanche aux produits collectés et d'une capacité suffisante. Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet, permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il envisage de confiner les eaux polluées, lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), à l'intérieur du bâtiment à l'aide de

batardeaux placés aux différentes entrées et le cas échéant en réalisant les travaux nécessaires pour rendre étanche, sur une hauteur adaptée, les murs périphériques du bâtiment.

L'exploitant estime à 420 m³ le volume à confiner. Ce point, en lien avec le point de contrôle n°2 du présent rapport, sera justifié dans le porter à connaissance évoqué au point de contrôle n°1 du présent rapport.

Il est à noter, qu'au vu du courrier du SDIS en date du 19/03/2019, que le volume à confiner est de 508 m³.

Lors de la visite terrain, des différences de niveau notables ont été constatées entre les différentes entrées du bâtiment. Ce point devra être pris en compte lors de l'étude de la solution de confinement à mettre en place.

La non-conformité est maintenue.

=> L'exploitant doit calculer le volume disponible pour la rétention et prévoir les dispositifs permettant de confiner les eaux polluées, lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois